

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 7 NOVEMBRE 2015

1143

1 €

Travailleuses, travailleurs, électeurs des classes populaires, les 6 et 13 décembre, servez vous du bulletin de vote Combat Ouvrier pour dire que vous n'êtes pas d'accord avec les politiciens, auxiliaires d'une politique tournée contre vous !

Travailleuses, travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, c'est pour vous donner la possibilité de voter pour votre camp, celui des travailleurs et des exploités que Combat Ouvrier présente une liste en Martinique aux élections à la CTM et une liste aux élections régionales en Guadeloupe.

Alors ne ratez pas ce moment !

Nous savons que beaucoup d'entre vous iront voter Lurel, Chalus en Guadeloupe ou pour le clan Marie-Jeanne et Letchimy en Martinique. Mais tous ces politiciens qui se prétendent de gauche sont des serviteurs politiques du grand patronat, des riches békés. Lurel a été ministre d'un gouvernement qui casse les reins des travailleurs. Letchimy est très proche de Hollande et du gouvernement qui fait des milliards de cadeaux au grand patronat. Chalus, Marie-Jeanne sont de la même eau, liés par mille liens aux milieux aisés et riches. Tous ces gens sont du même monde. Du même monde aussi sont ceux de la droite officielle : les Bernier en Guadeloupe, les Monplaisir et les Petit en Martinique.

Les politiciens de gauche obéissent au MEDEF (le syndicat des grands patrons exploités), ceux de droite sont le MEDEF ! Mais eux tous sont aux ordres des Hayot, Despointes, Fabre Domergue, Damoiseau et autre Saada.

Le gouvernement dit socialiste de Hollande et ses relais en Outre-mer permettent aux grands patrons d'être exonérés de milliards d'impôt, de millions d'exemptions sociales. Ils ne paient pas leurs cotisations sociales, paient de moins en moins d'impôt. Ils obtiennent tout ce qui peut faciliter l'exploitation des travailleurs. En revanche, ils n'embauchent pas et accroissent leurs profits.

Ce sont ces politiciens qui votent les lois en faveur des patrons à l'assemblée nationale qui vous demandent aujourd'hui de voter pour eux. Voter pour eux ce serait voter contre soi-même. Voter pour eux ce serait permettre à une coterie de possédants de l'emporter sur une autre.

Alors saisissez l'occasion qui vous est offerte de voter pour une liste conduite par des travailleurs. Ghislaine Joachim-Arnaud en Martinique et Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe ! Une liste qui vous dit que seules vos luttes vous permettront de changer votre sort.

Ce n'est pas en vous abstenant que vous ferez le mieux savoir votre colère sur le sort qui vous est fait par la gauche, par la droite !!

Ce n'est pas non plus en votant pour l'extrême droite raciste et xénophobe, qu'elle soit Front national ou NOFRAP en Guadeloupe. Ceux qui s'en prennent à nos frères haïtiens seront les premiers demain à être contre vous.

Personne ne pourra se tromper sur le sens des votes pour les listes Combat Ouvrier. Ils signifieront que le rejet du gouvernement dit socialiste et des notables locaux, soutiens du patronat, vient bien des travailleurs.

Servez vous vous de votre bulletin de vote pour faire savoir à tous ces politiciens et leurs amis capitalistes que vous les rejetez. Servez vous de votre bulletin de vote pour envoyer des travailleurs communistes révolutionnaires à la CTM en Martinique et au Conseil régional en Guadeloupe. Oui, nous voulons faire revivre les traditions communistes révolutionnaires du mouvement ouvrier. Nous voulons que les travailleurs reprennent confiance en leur force, qu'ils retrouvent la conscience de faire partie d'un même camp, d'un même bloc et qu'ils soient fiers d'être des travailleurs.

A l'intérieur des assemblées nous serons une caisse de résonance des intérêts des travailleurs et de tous les exploités.

Les 6 et 13 décembre votez Combat ouvrier !

Votez pour la liste conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud en Martinique

Votez pour la liste conduite par Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe !

Guadeloupe

Manifestation de La CGTG contre les riches békés Despointes et la répression anti syndicale

Un cortège dynamique de 300 militants de la CGTG s'est rendu le mardi 3 novembre aux environs de l'hypermarché Milenis pour protester contre la condamnation scandaleuse dont ce syndicat est victime, à l'instigation des deux principaux actionnaires, les riches békés Despointes. Les manifestants sont restés sur place une grande partie de la journée, en distribuant des tracts et discutant avec le personnel et la population. Sur des pancartes et panneaux, la CGTG exprimait sa colère et son rejet face à une décision de justice dont elle fustige le caractère de collusion de classe et le négationnisme.

La CGTG avait lancé un appel à la grève pour la défense du syndicat et pour dénoncer :

- l'alliance totale entre le patronat et le gouvernement,
- l'alliance du pouvoir judiciaire et des gros patrons, notamment les Békés,
- toutes les mesures anti-sociales : l'ANI, la loi Macron, la loi Rebsamen, la remise en cause du code du travail, les salaires impayés, la précarité, les licenciements,
- la répression antisyndicale.

Dans un communiqué de presse, la CGTG rappelait que ses comptes ainsi que celui d'un de ses militants avaient été saisis par les Despointes, en



plein mois d'août, pour une valeur de 15 978 euros chacun. La CGTG s'était élevée en 2013 contre un plan de 28 licenciements dans cette entreprise. Dans un tract, elle argumentait que les Despointes avaient largement les moyens financiers de maintenir l'emploi en prenant sur leur fortune personnelle. Elle rappelait ce fait connu de tous et maintes fois exprimé : le grand patronat a accumulé son capital sur l'exploitation des travailleurs : les salariés modernes et dans les siècles qui ont précédé l'abolition, les esclaves. C'est pour avoir écrit cette phrase : « la famille Despointes a bâti toute sa fortune sur le traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salariat » que la CGTG a été condamnée en diffamation !

Face à la répression anti-

syndicale et l'atteinte à la liberté d'expression qu'elle subit, d'autant plus qu'elle concerne une vérité historique, la CGTG fait appel au soutien des personnalités et des politiques qui tiennent à préserver ces valeurs. Certains se sont déjà exprimés en sa faveur par la publication de textes de soutien.

Elle a lancé une souscription. Tous ceux qui refusent que l'expression syndicale ou politique soit réduite au silence sont invités à y contribuer en adressant leur soutien à la CGTG, 4 cité artisanale de Bergevin à Pointe-à-Pitre.

Rappeler que l'exploitation des travailleurs salariés et esclaves a enrichi des familles békées est un droit qui ne doit pas être bafoué. Combat Ouvrier s'associe pleinement au soutien à la CGTG.

Martinique

Des ouvriers agricoles victimes de l'exploitation capitaliste

Joseph De Meillac, ex-patron de l'habitation Leyritz à Basse-Pointe est décédé récemment. Les 34 ouvriers que compte l'entreprise ne savent pas quel sera leur sort.

En effet, les deux enfants héritiers ne seraient pas intéressés par la succession de l'habitation. Résultat, elle devrait être mise en vente. Mais, selon les héritiers, pour trouver un « investisseur », il ne faut garder que 10 hectares de culture en

bananes et laisser en friche 20 hectares de terre sur les 30 hectares de la plantation. C'est ainsi qu'une vingtaine d'ouvriers sont actuellement menacés de licenciement.

La famille De Meillac avait prévu son coup au préalable... en prenant soin de ne prévenir aucun ouvrier. Dans cette société injuste où la propriété de l'entreprise et de la

terre est une propriété privée, aux mains du patron pour faire le profit maximum, le sort des travailleurs ne compte pas.



50 années de lutte de Combat Ouvrier aux côtés des travailleurs

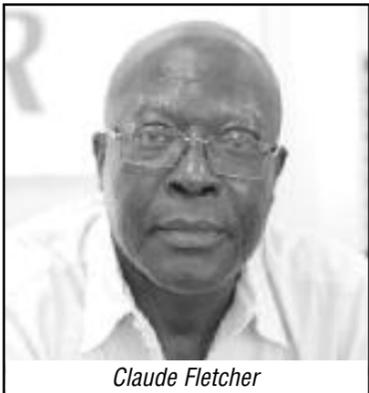
A cette occasion, nous avons publié dans notre avant dernier numéro notre manifeste de 1965. Dans le présent numéro nous publions le deuxième texte fondamental de fondation de notre groupe.

A l'époque notre journal s'appelait "Lutte ouvrière". À ne pas confondre avec le journal Lutte Ouvrière de nos camarades de France. Car, à cette même période, eux éditaient le journal "Voix Ouvrière". Ils prirent le nom de Lutte Ouvrière après la dissolution de Voix Ouvrière en 1968.

Quant à nous c'est lors de notre retour en Guadeloupe en 1971 que nous avons édité le journal Combat Ouvrier. C'est à partir de 1973 que nos camarades de la Martinique commencèrent à militer dans l'île sœur.

LE DRAPEAU DES MASSES SERA LE DRAPEAU ROUGE

Alors que le Front guadeloupéen pour l'Autonomie a plus de trois mois d'existence, son programme



Claude Fletcher

et ses perspectives restent les mêmes et personne ni aucune organisation n'a fait une critique sensée et complète de ce Front. Tous les partis, tous les groupes, toutes les associations et les cercles continuent d'observer un silence prudent en ce qui concerne la nature de ce front ; parallèlement Lauriette développe une idéologie et une méthodologie autonomiste qui sont fort contestables et pourtant tout le monde sans aucune exception se tait.

Évidemment nous comprenons fort bien pourquoi le Parti Communiste observe le silence le plus complet à ce propos. Tout le programme du Front, sa méthode, son comportement au sein des masses sont fort peu différents de ce que lui-même propose. Il y a longtemps que le Parti Communiste Guadeloupéen n'est plus communiste.

Par contre, nous comprenons moins bien les hésitations et les piétinements des camarades du Gong à ce sujet. Nous pensons qu'il fallait porter une critique sur le fond sur ce Front, d'autant plus que vous y étiez. Il fallait présenter votre propre programme qui ne peut être que le programme du prolétariat révolutionnaire à la tête de la lutte d'émancipation nationale. Il fallait dire que pour une organisation révolutionnaire marxiste-léniniste la lutte pour le socialisme est le principal objectif, la lutte d'émancipation nationale n'étant qu'une étape de ce combat grandiose. Le socialisme étant une affaire mondiale, sa réalisation impliquant le concours de toute la planète et dépassant le cadre des frontières nationales si vastes soient-elles, et à plus forte raison les limites insulaires, il fallait dire et affirmer que lutter pour le socialisme signifie lutter au nom du prolétariat international, seule force susceptible de participer à la lutte socialiste dans le monde entier.

Évidemment, si cela ne vous paraît pas évident, abandonnez le

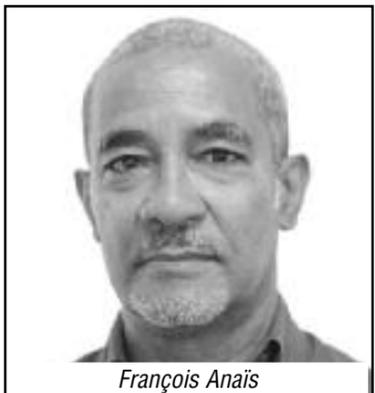
vocabulaire marxiste et considérez-vous sans fard, c'est-à-dire nationalistes.

Ainsi face à ce grand calme de gens qui sont trop sûrs d'être dans la bonne voie, face à cette sérénité des gens qui se trouvent dans leur élément, nous sommes obligés d'exprimer notre point de vue simplement en nous référant au marxisme traditionnel et véritable. Pour nous les tâches d'un révolutionnaire marxiste sont claires.

Il s'agit d'organiser le prolétariat des villes et des campagnes en vue de mener la lutte pour le socialisme, c'est-à-dire la lutte pour un État ouvrier, au travers de la lutte anticolonialiste. Cela suppose une organisation de la classe ouvrière (si faible soit-elle numériquement) en un parti révolutionnaire sur la base des principes marxistes-léninistes. Et il faut bien comprendre qu'il s'agit avant tout d'une prise de conscience de l'avant-garde révolutionnaire.

Il s'agit principalement pour l'avant-garde et quelle que soit sa composition sociale actuelle, de vouloir consciemment et ouvertement se placer sur le terrain de classe du prolétariat. Il s'agit de faire siens les intérêts historiques du prolétariat, qui sont ceux de toute l'humanité, d'élaborer une stratégie, une tactique du prolétariat révolutionnaire en lutte et d'orienter sa propagande et son action en fonction du niveau de conscience du prolétariat d'une part, et de ses possibilités révolutionnaires historiques d'autre part.

Évidemment certains prétendent que les ouvriers sont les plus difficiles à prendre conscience étant donné qu'ils ont du travail et ont un salaire, ce qui n'est pas l'apanage de tous aux Antilles, donc on continue en disant que ceux-ci se considèrent comme heureux et on conclue en disant que "mon Dieu", il vaut mieux ne pas déranger les ouvriers satisfaits et s'en aller à la campagne où la colère gronde. Cela fait des années et des années qu'on répète ce raisonnement. Et pourtant dans les luttes syndicales, dans les luttes électorales, quels sont les éléments les plus actifs? Quelle est la profession où les gens sont les mieux organisés et les plus actifs? Ce sont les dockers. Qui ne se souvient des grèves violentes déclenchées dans les usines à

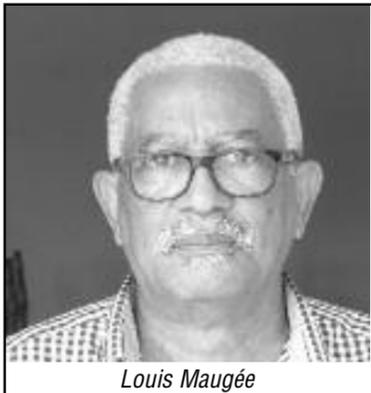


François Anaïs

sucre? Qui ne se souvient des ouvriers montant à l'assaut de la maison des directeurs? Qui prétendra que le sort des ouvriers du sucre est rose (même les employés de bureau de ces usines sont en butte au racisme, à la morgue et aux tracasseries des usiniers et de leurs valets).

Qui ne se rappelle les grandes grèves organisées à l'époque où le P.C. conservait encore, à défaut d'une clarté de vue sur les problèmes coloniaux, une certaine combativité? Qui n'a jamais vu à Pointe-à-Pitre un défilé ou un

rassemblement des habitants des faubourgs? Que sont ces gens-là? Ne sont-ce pas des fils des femmes des familles de prolétaires? Qui d'autres que des ouvriers habitent les faubourgs de Basse-Terre et de Pointe-à-Pitre? Et vous soutiendrez que les ouvriers ne peuvent pas être mobilisés? Évidemment ce sera un travail long, lent, difficile. Mais revenons à notre exposé des



Louis Maugée

quelques principes qui devraient guider notre travail de révolutionnaires.

Ce n'est pas tout de s'exclamer contre le colonialisme et de vouloir lancer les masses avec des "bâtons et des fourches à la prise de la Bastille". Il s'agit de proposer un programme précis aux ouvriers et aux paysans pauvres et il faut défendre ce programme par nos paroles, par nos actions, par nos écrits, par nos prises de position. Notre but doit être de mobiliser la classe ouvrière afin qu'elle prenne la tête de la lutte de libération nationale, afin qu'au travers de cette lutte elle construise ses propres organes de pouvoir. La classe ouvrière et son parti peuvent passer des accords avec les organisations paysannes, partager démocratiquement le pouvoir avec celles-ci éventuellement, passer des accords de Front unique avec les organisations nationalistes petite-bourgeoises participant à la lutte de libération nationale, mais en aucun cas, laisser les masses prolétariennes urbaines et rurales sous la direction exclusive de ces organisations. Dans ce cas on dit qu'on lutte pour le socialisme mais on lutte en fait contre les travailleurs, pour la petite-bourgeoisie.

Elle suivra les masses dans leur élan si celles-ci sont les plus fortes, (d'ailleurs même dans ce cas la petite-bourgeoisie peut se lier davantage à l'impérialisme). Seule la mobilisation des masses prolétariennes, leur participation consciente et directe en tant que prolétariat à la lutte, peut permettre de créer un État ouvrier et partant de parler, même au futur, de socialisme. Or il n'y a pas à se leurrer; aux Antilles comme dans tout pays colonisé (comme dans tout pays tout court) au XXème siècle, il n'y a qu'une voie possible : c'est celle de la révolution socialiste.

Certains comme le groupe du Progrès Social prétendent qu'il ne doit y avoir qu'un peuple uni face à un autre exploiteur. Ces appels incessants à l'unité du peuple, à sa "globalité", ces références constantes à Fanon ne servent qu'à masquer davantage les contradictions de classes à l'intérieur du peuple guadeloupéen. Ces façons de concevoir notre lutte laissent les masses désarmées, sans aucun moyen pour contrôler par la suite les opérations du pouvoir.

Nous disons qu'il s'agit avant tout de bien expliquer aux masses ouvrières et paysannes les mobiles et les mécanismes de l'exploitation, il s'agit de bien leur faire comprendre que leur sort est entre leurs mains propres et que

seul l'internationalisme prolétarien peut amener la victoire du prolétariat, des masses internationales. Donc il s'agit de donner à cet internationalisme un contenu pratique et vivant et non pas se contenter de vœux et de souhaits pieux concernant la destruction de l'impérialisme. Donc faire appel à la classe ouvrière, mettre en lumière la trahison du P.C., mettre cette classe ouvrière face à ses responsabilités.

Ceux qui veulent négliger cet aspect de la lutte ne sont qu'aveuglés par un nationalisme étroit. Pour un révolutionnaire marxiste, il n'y a qu'un prolétariat exploité dans le monde à des degrés divers suivant les nations ; certains contribuant même parfois à l'exploitation de leurs frères par leur propre bourgeoisie. Mais c'est justement le devoir d'un révolutionnaire de mettre en lumière tous ces aspects de la lutte du prolétariat international.

Un révolutionnaire socialiste, c'est-à-dire marxiste-léniniste, doit se distinguer d'un révolutionnaire nationaliste petit-bourgeois.

Ce n'est que si l'on organise le prolétariat révolutionnaire de façon indépendante des autres classes de la société qui participent à la lutte d'émancipation, que l'on peut faire prendre conscience à la classe ouvrière dans son ensemble du rôle particulier qu'elle doit jouer.

Ce n'est que si la classe ouvrière a conscience de ce rôle qu'elle participera directement au futur pouvoir, par des organes de pouvoir démocratiques, directement représentatifs de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas d'écarter la paysannerie pauvre ou le prolétariat agricole du pouvoir, bien au contraire. Mais, donner soi-disant tout le pouvoir à la paysannerie, c'est pour l'appareil d'État issu de la lutte d'émancipation victorieuse le moyen d'échapper à tout contrôle. Les paysans sont loin des centres nerveux des sociétés modernes. Ils sont généralement dispersés. Le prolétariat est, lui, concentré dans les villes et les grandes communes; il peut participer tous les jours au pouvoir, au contrôle de ceux qu'il a mandatés. Si l'on ne prépare pas le prolétariat à jouer ce rôle, si par son organisation révolutionnaire, il n'acquiert pas cette conscience de classe, on arrive à des pouvoirs qui n'ont de socialiste que le nom et qui remplacent la participation des ouvriers au pouvoir politique par l'autogestion limitée et contrôlée de certaines entreprises.

Tout le problème tourne autour de la question de cette prise de conscience par le prolétariat urbain, par le prolétariat rural et par les paysans pauvres, du rôle qu'ils doivent jouer dans l'exercice du pouvoir et des caractéristiques de ce pouvoir qui doit être l'instrument exclusif des classes pauvres en éliminant toute possibilité d'intervention politique des possédants, de la bourgeoisie grande ou petite.

Même nos camarades du Gong ne sont guère explicites sur ce point. Ils ne montrent guère qui dirigera la lutte et comment les masses contrôleront l'économie et donc l'État. Nos camarades du Gong semblent être effrayés par l'expression marxiste de dictature du prolétariat et pourtant, dans le numéro 5 du Gong Information il est dit que le marxisme est la théorie qui guide le Gong; c'est la théorie qui lui fournit ses principes d'action politique.

Mais le marxisme est scientifique, le marxisme est un enchaînement de principes, le marxisme est dialectique et l'on ne peut guère

choisir ce qui vous plaît et laisser le reste de côté encore moins quand il s'agit de ses traits essentiels: lutte de classe, dictature du prolétariat, Internationalisme du prolétariat.

Mais il est sûr que nos camarades approfondiront les questions étant donné qu'ils continuent comme nous-mêmes l'étude et la pratique du marxisme, c'est leur devoir.

Pour nous résumer, nous dirons qu'actuellement seule la classe ouvrière aidée des paysans pauvres, peut mener une lutte dure, longue et âpre en préservant les chances du socialisme, contre le colonialisme et l'impérialisme français.

Évidemment dans cette lutte contre un oppresseur national, le prolétariat n'est pas seul, nous l'avons dit, il sera aidé avec



Max Céleste

efficacité par les paysans pauvres, mais d'autres couches sociales ne sont pas insensibles à cette oppression nationale, d'autres groupes sociaux s'indignent de l'arbitraire et de la pourriture qui règnent aux Antilles. C'est ainsi que nous pourrions compter sur de larges fractions de fonctionnaires désabusés par les injustices, les tracasseries et le racisme de leurs chefs blancs.

C'est ainsi que nous verrons les petits pêcheurs, les petits artisans, les petits planteurs, les petits entrepreneurs rejetés dans le camp du prolétariat par la concurrence active des grosses sociétés étrangères, et par un régime fiscal écrasant. Nous pouvons compter aussi sur l'indignation de beaucoup de gens honnêtes et épris de justice et de dignité. Beaucoup de gens sensibles à l'oppression culturelle, et à la dépersonnalisation des Antilles.

Nous voyons donc que les alliés ne manqueront pas dans la lutte du prolétariat antillais. C'est pourquoi l'organisation représentant le prolétariat révolutionnaire doit avoir un programme socialiste ; elle doit viser ouvertement la construction révolutionnaire d'un État ouvrier mais cela ne veut pas dire qu'elle doit négliger, bien au contraire, l'élaboration d'une plateforme politique dont la réalisation puisse faire l'objet d'accords de front unique avec les organisations nationalistes petite-bourgeoises participant à la lutte d'émancipation nationale.

Mais il ne faut pas surestimer les possibilités des groupes dont nous venons de parler. Entre eux, il n'y a aucun lien, et isolément, quand bien même mèneraient-ils une lutte farouche contre les impérialistes oppresseurs, aucun d'eux ne pourra lutter pour le socialisme.

Donc la tâche du prolétariat sera de se mettre à la tête du mouvement révolutionnaire afin de mener la lutte de libération nationale et du même coup, la poursuivre jusqu'à la lutte pour le socialisme.

(Lutte ouvrière no. 1 - 16 novembre 1965)

Les salariés de la distillerie Bologne en grève à partir 3 novembre 2015

Les travailleurs de la SA-Bologne à Baillif ont entamé une grève de 24h reconductible. Ils ont ainsi participé avec leurs propres revendications à l'appel à la grève lancé par la confédération dans le cadre de l'affaire qui oppose les Despointes à la CGTG. Les salariés dénoncent la politique de "terreur" de la direction et se disent victimes des divisions qui existent entre les administrateurs.

Depuis l'arrivée du nouveau directeur qui est un néophyte dans la production de rhum, le personnel se plaint de ses méthodes, ce qui a occasionné des conflits avec l'encadrement technique industriel et agricole de la société. C'est ainsi que le nouveau directeur a décidé de licencier pour une pseudo-faute lourde deux cadres : une secrétaire de direction qui a 35 ans d'ancienneté et un autre cadre qui a 16 ans d'ancienneté et qui est à l'origine de la

modernisation de l'usine. Le directeur reproche à ces deux cadres d'être trop proches du personnel. En les licenciant pour faute lourde, il les prive des indemnités de licenciement et des congés payés. Le directeur a carrément remplacé le responsable de la production par son fils alors qu'il était en congé maladie. Pour les travailleurs de la SA-Bologne, accepter sans réagir le licenciement des deux cadres, c'est laisser la porte ouverte à de nouveaux licenciements, et cette fois-ci, parmi eux. Les salariés critiquent également certains choix "qualitatifs" du nouveau directeur.

Des négociations ont eu lieu le 3 novembre entre la direction et les représentants du personnel, mais pour l'instant le directeur ne veut pas revenir sur les licenciements. Les grévistes ont décidé de continuer leur grève.

La duperie du travail le dimanche

La classe ouvrière a toujours lutté entre autres pour la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires. C'est justement ces deux points qui sont les principales cibles du gouvernement socialiste à travers la loi Macron relative à l'ouverture des grandes surfaces le dimanche. A la solde du grand patronat, le gouvernement Hollande-Valse et le MEDEF (syndicat patronal) n'ont qu'un seul objectif, l'augmentation du temps de travail en faisant travailler les salariés des grandes surfaces le dimanche sans augmenter pour autant leurs salaires. Ce qu'ils ne peuvent pas faire nationalement, ils cherchent à le faire par secteur voire même par branche. Leur but final reste avant tout la déréglementation le travail. C'est tout l'enjeu de la loi Macron. Des travailleurs du commerce à Paris se sont exprimés contre l'ouverture des magasins la nuit et le dimanche aux cris de «le dimanche et la nuit on veut rester au lit». Ceux là ont raison. La grande distribution comme Carrefour cherche à imposer

l'ouverture le dimanche. Dans toute cette affaire, l'Etat et le patronat cherchent à faire croire que l'ouverture le dimanche fera diminuer le chômage. Mensonge éhonté ! En Guadeloupe, par exemple, les carrefours Market, super U et autres ouvrent tous les dimanches de 9 heures à 13 heures. Mais les plus grands super marchés ouvrent aussi plusieurs dimanches dans l'année, et cela n'a jamais fait diminuer le chômage. Les profits augmentent pas les emplois. Le gouvernement cherche à nous convaincre que l'ouverture des grandes surfaces le dimanche serait basée sur le volontariat. Mais nous savons tous que ce sont les bas salaires et le chômage dans leur famille qui poussent des travailleurs à accepter de travailler le dimanche. Et du reste, ce prétendu volontariat se transformera vite en menaces et autres pressions des chefs. Il faut refuser de travailler le dimanche car ce que les travailleurs gagnent en argent, ils le paient plus cher en dégradation de la santé et ils en meurent plus vite à petit feu !

Pôle Emploi : la direction attaque une militante CGTG

Le 20 octobre, après plusieurs provocations pendant une négociation, le directeur Jacques-Gustave a bousculé Marie-Agnès Castrot, militante de la CGTG. Elle a porté plainte. Devinez qui a été convoqué par les gendarmes 4 jours plus tard ? La militante ! Jacques-Gustave n'a pas peur du ridicule, il a déjà donné 3 versions différentes des faits. Mais c'est lui que l'État trouve crédible, et choisit de protéger...

Pa mannyé Marie-Agnès ! 80 personnes ont accompagné Marie-Agnès à la gendarmerie. Les autorités ont paru surprises, il faut qu'elles sachent que ce n'est que le début...

AÉROPORT. La Brink's veut licencier...

Depuis quelque temps la direction de la Brink's annonce que les « donneurs d'ordres » - SAGPC (ex-CCI) et les compagnies aériennes veulent payer moins d'agents de sûreté. Et elle s'en sert pour tenter de nous diviser face aux risques de licenciements. Aujourd'hui elle annonce 8

Victoire de la grève des étudiants

Nous publions ci-dessous un article paru dans le dernier numéro du journal «Rebelle»

Les étudiants de plusieurs universités, à Johannesburg, au Cap, et à Pretoria, ont fait grève le mois dernier.

Ils protestaient contre une augmentation de 10,5% des frais d'inscription. Ils ont bloqué les universités pendant dix jours. Malgré les balles en caoutchouc de la police, des dizaines de milliers d'étudiants ont continué les manifestations.

Dans ce pays, malgré la fin de l'apartheid en 1991, il reste de grandes inégalités sociales entre les Blancs et les Noirs.

Les Noirs représentent 80% de la population. Ce sont surtout eux qui sont touchés par la pauvreté et le chômage. Il n'y a qu'un jeune Noir sur 10 qui va à l'université.

Face à la détermination des étudiants, le gouvernement a

reculé et a décidé de ne pas augmenter les frais d'inscription.

Maintenant, certains étudiants demandent une éducation complètement gratuite. Ils ont raison, l'Afrique du Sud est le pays le plus riche du continent africain. Il y a suffisamment d'argent pour que tous les Noirs pauvres aillent à la fac.

PORTO-RICO

Le gouvernement US à la rescousse des créanciers

L'administration Obama a dévoilé, mercredi 21 octobre, un plan visant à enrayer la profonde crise économique à Porto-Rico. Ce plan doit encore recevoir l'aval du Congrès des États-Unis.

La dette de l'île antillaise de Porto-Rico atteint aujourd'hui quelque 72 milliards de dollars. Les autorités pourraient être dans l'impossibilité d'assurer les remboursements d'ici à la fin de l'année. Un défaut de paiement brutal de Porto-Rico serait bien sûr préjudiciable à ses créanciers, essentiellement des fonds spéculatifs américains. C'est une telle situation qu'entend empêcher le Trésor américain.

Il s'agit de sauver, autant que possible, la mise des créanciers, en donnant à Porto-Rico la possibilité légale



de restructurer sa dette, de manière «équitable et ordonnée», comme l'a déclaré le responsable du Trésor, qui considère que «Porto-Rico ne peut pas sortir seul d'une décennie de déclin économique». Le sauvetage économique projeté ne serait pas du tout un sauvetage des conditions de vie de la majorité de la population. Au contraire, Porto-Rico devra être soumis

à la tutelle, la «supervision» du Congrès des États-Unis, qui lui imposera une stricte discipline budgétaire.

Le Trésor américain prétend vouloir éviter une «crise humanitaire».

C'est la même chanson que celle que l'Union Européenne a fait entendre au peuple grec il y a quelques mois : «Serrez-vous la ceinture, pour que les banquiers en profitent» !

Martinique

Devant la fronde des avocats, Taubira revoit sa copie

Les trois dernières semaines, les avocats étaient en grève contre la réforme de l'aide juridictionnelle portée par la ministre de la justice, Christiane Taubira. Les avocats s'opposaient à cette réforme qui prévoyait une baisse de leur rémunération pour financer un élargissement du nombre de bénéficiaires de l'aide juridictionnelle. Selon eux, ces mesures entraîneraient aussi de plus grandes difficultés pour les justiciables.

L'aide juridictionnelle est une prise en charge totale ou partielle par l'État des frais de justice pour les personnes dont les revenus sont modestes.

C'est dire qu'en Martinique, pays où une forte proportion de la population vit dans la précarité, elle concerne un nombre important de justiciables.

Les 182 avocats de Martinique ont suivi le mouvement et du 26 octobre au 3 novembre. Ils ne se sont plus présentés au tribunal ni aux côtés des justiciables lors des garde-à-vue. Dans une conférence de presse, les avocats ont indiqué qu'en 2014, 129 avocats volontaires avaient réalisé 5579 missions d'aide juridictionnelle.

Après trois semaines de mobilisation, la ministre Taubira a dû revoir sa copie. Un

protocole d'accord prévoyant une augmentation de la rétribution des avocats participant à l'aide juridictionnelle bloquée depuis 2007 a été signé le 28 octobre. Selon cet accord, des discussions doivent se poursuivre pour trouver des modalités de financement sans que les avocats eux-mêmes soient taxés.

En Martinique, les avocats ont suspendu leur mouvement à compter du 3 novembre. Ils attendent encore que les promesses du gouvernement soient prises en compte lors du vote de la loi de finance 2016.

Tu ne tueras point... mais tue quand même !

Fin octobre la Martinique a accueilli un touriste spécial : Luc Ravel - évêque aux armées. Il a rencontré David Macaire, archevêque de Fort-de-France, Jean-Yves Riocreux, archevêque à Pointe-à-Pitre, le commandant du fort Desaix, etc. Les autorités locales de l'Église et les cadres de l'Armée se sont réunies autour de la célébration de la messe et des mets bien terrestres d'un bon repas. L'alliance du sabre et du

goupillon a encore de beaux jours devant elle. Et ce alors que, depuis des années, le gouvernement français enchaîne des opérations militaires, troupes au sol et bombardements de l'aviation, dans les anciens territoires colonisés d'Afrique. Sous prétexte de maintien de l'ordre ou de lutte contre le terrorisme, l'impérialisme français assure la pérennité de la présence des grands groupes capitalistes français.

UNE LISTE COMBAT OUVRIER À L'ÉLECTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

UNE LISTE COMBAT OUVRIER À L'ÉLECTION RÉGIONALE DE GUADELOUPE

Travailleuses, travailleurs, jeunes, chômeurs, exploités,

En Martinique, votez pour votre camp, pour notre camp, le camp des travailleurs, le camp des opprimés !
En Martinique, rejetez les politiciens du clan Letchimy, ceux du clan Marie-Jeanne, ceux de la droite des Monplaisir et Petit.



Ghislaine Joachim-Arnaud

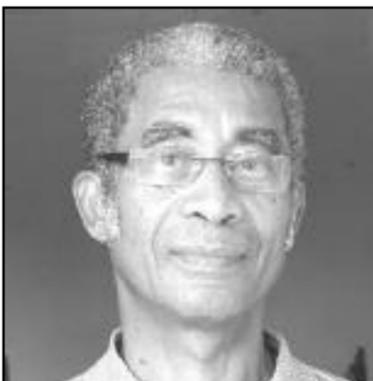


Jean-Maïe Nomertin

En Guadeloupe, rejetez les politiciens du clan Lurel, ceux du clan Chalus de la droite des Bernier.
La droite, c'est l'autre allié du grand patronat !
Rejetez tous les politiciens qui ne visent que les postes et rejetez tous les politiciens ambitieux. Ils sont tous des auxiliaires politiques du grand patronat, des possédants. Ce sont les serviteurs politiques des gros bourgeois, des riches békés.



Danielle Diakok



Alex Duféal

Martinique

Promesses électorales : demain on rase gratis

A l'approche de l'élection de décembre, les têtes de liste pour l'élection à la CTM agitent propositions, promesses et programmes. Tout ce qui n'a pas été possible les années précédentes devient possible. A croire que Letchimy, Marie-Jeanne et quelques autres, bonnes fées qui avaient perdu leur baguette magique, l'ont miraculeusement retrouvée. Ils font mine de s'en servir pour convaincre les membres du gros patronat d'agir dans le sens de la population laborieuse, alors qu'ils font le contraire depuis des années. Comme l'a déclaré sur RCI une des têtes de section de la liste "Combat Ouvrier", toutes ces propositions finiront dans des tiroirs - voire des poubelles. On entend parler de "désenclaver le Nord", problème qui, malgré les déclarations, n'a mobilisé personne parmi les capitalistes depuis des dizaines d'années. Il est question d'un service intégré de transports en commun, alors que toutes les déclarations en ce sens, y compris des "décisions" votées dans les assemblées à Paris, sont toujours restées lettre morte.

Si une des listes (Ensemble pour une Martinique Nouvelle) parle de la "réfection du port de Grand-Rivière", ce n'est que pour pointer la responsabilité de ses rivaux du "Gran Sanblé" dans la faillite de cette réalisation de l'ancien Conseil Général. Ce projet s'enlise depuis son inauguration dans un "Gran Ensablé". Mais personne ne s'est jamais préoccupé de proposer aux pêcheurs de Grand-rivière autre chose que des mesures ridicules. On leur a promis une dragueuse qui aurait peut-être pu extraire du sable, si la priorité n'avait pas été de maintenir cette épave à flot...
Face à cette débauche de boniments de foire, les camarades candidats sur la liste "Combat Ouvrier" sont les seuls à affirmer que des améliorations dans les conditions de vie des travailleurs ne peuvent être que le résultat de leurs luttes collectives... Et qu'il n'y a rien à attendre des notables politiques qui ne savent que promettre la paix sociale au patronat et au gouvernement, et prêcher la résignation à la population travailleuse.

Combat Ouvrier

présente une liste pour que l'électorat populaire ait un autre choix, qu'il puisse dire tout haut qu'il ne se sent pas représenté par des serviteurs de la bourgeoisie possédante.

En lui-même, le bulletin de vote ne permet pas de changer les choses. Mais il permet d'affirmer qu'il existe parmi les travailleurs un courant qui n'accepte pas de se taire et met en avant des exigences vitales pour le monde du travail :

- contre le chômage, il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'embauche des intérimaires et de toutes les catégories de précaires,
- il faut imposer une augmentation générale des salaires et des retraites protégés par une indexation sur les hausses de prix, des impôts et des taxes,

il faut imposer la suppression du secret des affaires afin que toute la population puisse constater que les grandes entreprises et les banques pillent toute la société avec la complicité de l'État et que les profits ainsi accumulés par la grande bourgeoisie suffiraient à financer la création d'emplois utiles et à préserver les classes populaires face à la crise de l'économie capitaliste.

Combat Ouvrier se revendique de la tradition communiste du mouvement ouvrier, de tous ceux qui dans le passé se sont battus pour la fin de la dictature du grand capital sur la société et pour la mise en commun des richesses et des moyens de les produire.

Nous nous battons pour la reconstruction d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire.

En Martinique, la CTM en elle-même ne changera rien au sort des travailleurs et des

classes populaires !
Pas plus que le prochain Conseil Régional en Guadeloupe.

Mais si vous y envoyez des élus communistes révolutionnaires, eh bien, elle peut être une caisse de résonance des problèmes des travailleurs et des classes populaires. Elle peut être une caisse de résonance de leurs luttes.

Ce sera un pas vers la création d'une force des travailleurs indépendante des riches et des politiciens magouilleurs et ambitieux.

Alors, face au grand patronat, face aux exploités, face à leurs serviteurs politiques de gauche et de droite, vous contribuerez avec vos votes à ce que s'affirme, dans ces élections, le camp des travailleurs !

Votez Combat Ouvrier Ghislaine Joachim-Arnaud en Martinique !

Votez Combat Ouvrier Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe !

SYRIE

Une conférence « pour la paix » en Syrie : belle hypocrisie !

Vendredi 30 octobre 2015 s'est tenue à Vienne en Autriche une conférence internationale sur la situation en Syrie. Autour de la table, figuraient les représentants de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et de l'Iran voisins. Les ministres des grandes puissances évidemment : américains, français et russes, étaient de la partie pour se poser soi-disant en médiateurs.

Depuis quatre ans, la Syrie est embourbée dans une guerre civile. Cela a commencé en janvier 2011, quand la population syrienne s'est soulevée contre son dictateur Bachar el-Assad. C'était la suite d'une vague de révoltes populaires en Tunisie, en Égypte et en Libye qui avait fait tomber de vieilles dictatures. Mais contrairement aux autres pays, la dictature en Syrie a tenu le coup. Le régime d'El Assad a fait massacrer les révoltés. On estime qu'en quatre ans, la répression a fait quelques 215 000 morts et des millions de déplacés. Il reste actuellement sur place des groupes armés « rebelles » et une partie de l'armée de Bachar el Assad qui s'est rebellée. Ils continuent de se battre pour le contrôle des principales villes du pays. Eux aussi veulent soumettre la population. Désormais la Syrie est dévastée et les Syriens qui n'ont pas pu fuir sont victimes des exactions de l'armée d'El Assad d'un côté et des groupes rebelles de l'autre.

Les dirigeants des grandes puissances mondiales font croire que le sort de la

population syrienne les intéresse. Mais après la conférence organisée en janvier 2014, celle d'octobre dernier n'est qu'une mascarade de plus. En réalité, ce qui préoccupe les dirigeants américains, russes et français ce sont les richesses du sous-sol. La région du Moyen-Orient est connue pour son pétrole et ses minéraux précieux et géographiquement la Syrie est placée au centre de cette région. Avant la guerre civile elle était une plate-forme commerciale de transition entre l'Orient et l'Occident. Les pays riches comme la France et les États-Unis soutenaient la dictature d'El-Assad pour mieux continuer leur business. De grandes multinationales françaises comme Total réalisaient d'énormes profits en Syrie avant le conflit. Pas étonnant qu'aujourd'hui François Hollande fasse intervenir les chasseurs bombardiers. Les profits des multinationales françaises sont en cause.

La guerre civile syrienne n'est pas bonne pour les affaires et les pays impérialistes sont prêts à tout pour retrouver la situation d'avant, avec ou sans El-Assad ; quitte à eux-mêmes entrer en guerre.

Dans cette « conférence pour la paix » et dans celles qui vont suivre, les dirigeants des pays riches se bousculent pour savoir qui parmi eux aura la meilleure position pour récupérer les zones d'extraction, les marchés juteux et tous les points stratégiques lorsque la situation en Syrie sera plus propice.